

Les communes voient vert

Niveau de pouvoir le plus proche du citoyen, la commune se doit de montrer l'exemple. Logique donc que les administrations intègrent l'environnement et le développement durable dans leur gestion interne. Illustration avec deux communes aux profils sensiblement différents : Estinnes et Schaerbeek.

« T

out est parti d'une volonté exprimée récemment par le conseil communal de faire des économies, notamment sur le papier, explique Bernard Wiaux, conseiller en environnement dans la commune rurale d'Estinnes. J'ai sauté sur l'occasion pour proposer d'entamer une démarche plus globale et d'y intégrer les principes du développement durable. » Une fois le projet accepté par le collège, un comité de suivi du management environnemental voit le jour et soumet rapidement un sondage aux différents services de la commune. Histoire d'évaluer l'impact de leurs pratiques professionnelles sur l'environnement.

Six groupes de travail viennent également d'être définis : déchets, énergie, mobilité, conditions de travail, achats, informatique. Les 50 employés et ouvriers communaux sont invités à y prendre part. Objectif : mettre en place un programme d'actions qui, dans le futur, sera soumis aux élus. « Notre force, en tant que petite commune, c'est le nombre restreint de personnes à mobiliser. Mais ça peut être une faiblesse aussi : si une personne sur 50 est opposée à une action, elle a plus de poids qu'une personne sur 1000. »

Cheminement progressif

Autres réalités à Schaerbeek, la seconde plus grande commune de Bruxelles en termes d'habitants. Son administration emploie environ 800 personnes, personnels administratif et ouvrier confondus. Il y a une bonne dizaine d'années d'ici, la constitution de groupes de travail marquait également le point de départ d'une gestion environnementale en interne. Michèle Mulders, éco-conseillère, se souvient : « Progressivement, on a officialisé le travail transversal en modifiant la structure de l'administration. En 2003, le département "Développement stratégique et durable" est né, reprenant les services transversaux, comme l'éco-conseil, l'informatique, la mobilité ou la communication. »

Les premières actions « vertes » débutèrent en 1996 avec la gestion des déchets au sein de l'administration, et plus particulièrement le tri du papier. Aujourd'hui, même les bouchons de liège y passent. « On s'est ensuite attaqué au gros chantier des achats et des produits d'entretien. On a travaillé sur la sensibilisation du personnel d'entretien au travers de formations données par les fournisseurs de produits écologiques. Ces formations sont renouvelées tous les 2 ans : le travail de sensibilisation doit être répété régulièrement et sur le long terme. Certaines idées reçues - l'eau de javel comme seul désinfectant efficace, par exemple - doivent être encore souvent démontées. On a mis 10 ans pour casser certains arguments non fondés sur le papier recyclé. »

C'est ensuite le volet énergie qui a pris son envol, entre autres grâce à l'engagement d'une stagiaire éco-conseil. Là encore, il a fallu jongler avec certaines contraintes. Un hôtel de ville classé, par exemple. Impossible donc de toucher à la structure du bâtiment, et de placer du double vitrage. Malgré tout, l'administration a fait 30 000 € d'économies d'énergie en 2 ans. Un argument de taille pour renforcer la volonté politique de poursuivre dans cette voie. « La comptabilité énergétique est essentielle pour évaluer les évolutions et les retours financiers », souligne Michèle Mulders.

Place à la relation humaine

« C'est essentiel d'ancrer les mesures dans l'administration, sinon ça ne

tient pas la route au niveau interne et le jour où le politique change, tout est à recommencer, fait remarquer l'éco-conseillère de Schaerbeek. Or, pour avoir des alliés dans l'administration, il faut parler, argumenter, s'intéresser à ce que les autres font. » Et le raisonnement se poursuit en matière de communication : « L'intranet est un moyen, mais ce n'est pas suffisant. Il faut installer des relations humaines. » Une recette qui marche, en témoigne le label « Entreprise écodynamique » attribué à l'administration communale de Schaerbeek ou encore ses projets développement durable retenus dans la cadre de l'Agenda IRIS 21.

Si du côté d'Estinnes, on n'en est pas encore là, les perspectives ne manquent pas. « Le but est de mettre en place un système de management environnemental, souligne Bernard Wiaux, mais sans demander la certification EMAS qui implique des démarches lourdes et coûteuses et que peu de gens connaissent. » Une fois que ça roulera bien en interne, l'étape suivante sera d'élargir l'ensemble des démarches aux écoles et au CPAS, pour ensuite mieux toucher les citoyens. « La commune a une valeur d'exemple essentielle. » Et qui plus est, Estinnes devrait accueillir d'ici 2009 un parc de 11 éoliennes. « La commune va devenir remarquable. Ce facteur de visibilité représente un argument de plus auprès des élus pour que nous continuions dans cette voie en instaurant un véritable programme d'actions environnementales. »

Céline TERET

Contacts :

Service Eco-conseil d'Estinnes - 064 31 13 33 - bernard.wiaux@publilink.be

Service Eco-conseil de Schaerbeek - 02 244 71 53 - mmulders@schaerbeek.irisnet.be

Quand la sensibilisation sort des murs de l'administration communale: lors de l'opération Dring Dring, les agents communaux schaerbeekoïses montrent l'exemple pour promouvoir les déplacements à vélo en ville.



SYMBIOSES n° 78 - Printemps 2008

13